Troisième sessionDeuxième distributionTROISIEME PARTIE DU RAPPORT INTERIMAIRE DU MEDIATEUR
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE:
ASSISTANCE AUX REFUGIES(Incidences financières du projet de résolution présenté par la Troisième
Commission, A/725)Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur: M. O. P. MACHADO (Brésil)

1. Conformément à l'article 142 du règlement intérieur de l'Assemblée générale et à la demande que le Président de l'Assemblée générale a faite le 15 novembre 1948 (A/C.5/255), la Cinquième Commission a examiné, à sa 161ème séance, les incidences financières du projet de résolution relatif au problème des secours aux réfugiés de Palestine (A/C.5/337, Annexe 1) que la Troisième Commission a adopté. Lorsque la Cinquième Commission a discuté cette question, elle ne possédait pas le texte définitif de la résolution tel qu'il a été adopté par la Troisième Commission (A/725) mais on lui a exposé le fond de ce projet et elle l'a discuté à la même séance.

2. La Commission avait sous les yeux le huitième rapport de 1948 du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/718) par lequel celui-ci recommande d'apporter certains amendements au projet de résolution adopté par la Troisième Commission.

a) Paragraphe 2: le texte modifié de ce paragraphe serait le suivant:

"2. ESTIME, en se fondant sur la recommandation du Médiateur par intérim, qu'une somme de 29.500.000 dollars environ sera nécessaire pour l'assistance à fournir aux 500.000 réfugiés pendant la période de neuf mois qui ira du 1er décembre 1948 au 31 août 1949 et qu'un crédit supplémentaire d'environ 2.500.000 dollars sera nécessaire pour les dépenses administratives et pour les dépenses d'exécution sur place."

Dans son rapport, le Comité consultatif a exprimé l'avis qu'il était souhaitable, afin de sauvegarder le Fonds de roulement, comme on est tenu de le faire, de fixer un maximum au crédit supplémentaire mentionné au paragraphe 2 du projet de résolution; la Cinquième Commission s'est rangée à cet avis. Le chiffre d'environ 2.500.000 dollars recommandé par le Comité consultatif et la Cinquième Commission repose sur une évaluation que le Secrétaire général a fournie et qui est égale à 10 pour 100 de la valeur des fournitures qui seront distribuées dans le cadre du programme, valeur qui s'élève à environ 24.000.000 de dollars. Cette évaluation, qui se fonde sur l'expérience acquise dans ce domaine, tant par les organisations de secours nationales que par les organisations de secours bénévoles, a paru exacte au Comité consultatif et à la Cinquième Commission. Le Comité a reçu l'assurance que la dépense totale jugée nécessaire pour l'assistance à fournir, y compris les 2.500.000 dollars prévus pour les dépenses administratives et pour les dépenses d'exécution sur place, serait couverte à l'aide de contributions volontaires.

b) Paragraphe 3: le texte modifié de ce paragraphe serait le suivant:

"3. AUTORISE le Secrétaire général, en consultation avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à faire immédiatement l'avance..."

L'amendement proposé est destiné à faire concorder les termes du paragraphe 3 du projet de résolution avec ceux du paragraphe 2 du rapport sur la même question adressé par la Cinquième Commission à la Troisième Commission (A/C.5/251).

c) Paragraphe 9:

Pour tenir compte d'une autre observation du Comité consultatif relative au paragraphe 9, les délégations du Canada et des Etats-Unis d'Amérique ont présenté la proposition suivante:

"La Cinquième Commission devrait recommander dans son rapport à l'Assemblée générale de modifier le paragraphe 9 du projet de résolution de la Troisième Commission en supprimant la mention de l'emplacement du lieu où seront installés les services centraux du Directeur de l'Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine et en la remplaçant, après les mots: "Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine", par le membre de phrase suivant: "dont les services centraux seront installés en tel lieu que le Secrétaire général jugera approprié."

3. Les recommandations ci-dessus ont été mises aux voix séparément et les résultats obtenus ont été les suivants:

Amendement au paragraphe 2 du projet de résolution

38 voix contre zéro et 5 abstentions.

Paragraphe 3 du projet de résolution

38 voix contre zéro et une abstention.

Pour le paragraphe 9 du projet de résolution on a procédé à un vote par appel nominal.

22 voix contre 14 et 9 abstentions.

Ont voté pour: Australie, Brésil, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chine, Danemark, République Dominicaine, Equateur, France, Honduras, Inde, Libéria, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, Yougoslavie.

Ont voté contre: Afghanistan, Argentine, Belgique, Chili, Cuba, Egypte, Iran, Irak, Pakistan, Arabie saoudite, Syrie, Turquie, Union Sud-Africaine, Yémen.

Se sont abstenus: Bolivie, Birmanie, Tchécoslovaquie, Grèce, Mexique, Pérou, Philippines, Pologne, Venezuela.

Le rapport du Comité consultatif, avec la nouvelle rédaction donnée au paragraphe 3 par le Président, au nom du Comité, afin de rendre le texte plus clair, a été ensuite mis aux voix;

Le résultat du vote a été le suivant:

27 voix contre zéro et 13 abstentions.

La Cinquième Commission aurait préféré se concerter de nouveau avec la Troisième Commission, avant de rédiger son rapport définitif, mais, en raison de l'urgence de la question, elle a estimé qu'il fallait présenter ses recommandations à l'Assemblée générale le plus tôt possible.

En conséquence, la Cinquième Commission, tenant compte des incidences financières et administratives signalées dans ce rapport, recommande à l'Assemblée générale de modifier de la manière indiquée au paragraphe 2 ci-dessus, le projet de résolution adopté par la Troisième Commission.